



### **KIR (M. Félix), Député du département de la Côte-d'Or.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (**A.**, p. 2530). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du ravitaillement (p. 2555).

#### **Dépôts :**

Le 5 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur les propositions de résolution : 1° de M. Jean Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des non-producteurs des campagnes et des villes ; 2° de M. Bouvier-O'Gottereau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à unifier le ravitaillement des Français non-producteurs des villes et des campagnes ; 3° de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le système d'attribution des suppléments régionaux, et nationaux, n° 688. — Le 23 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, n° 993. — Le 30 septembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet

de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, n° 1127.

#### **Interventions :**

Son rapport, au nom du 1<sup>er</sup> Bureau, sur les opérations électorales : du département de l'Aube [12 juin 1946] (**A.**, p. 2500), du département de l'Ariège [13 juin 1946] (p. 2533). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance [26 juillet 1946] (p. 2818). — Participe à la discussion : du projet de loi fixant le régime des prestations familiales ; Art. 5 : *Amendement de M. Courtois* [6 août 1946] (p. 2992) ; — des conclusions du rapport du 2<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de Constantine, validation de M. Pantaloni [8 août 1946] (p. 3040) ; — d'une interpellation de M. André sur la politique de ravitaillement du Gouvernement : *Marché noir et ravitaillement individuel* [8 août 1946] (p. 3051) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : **PRÉAMBULE**, alinéa 12 : *Amendement de M. Montillot* [29 août 1946] (p. 3420) ; *Sous-amendement de M. Cudenet, ses explications de vote* (p. 3127) ; — d'une proposition de résolution tendant aux reclassement et revalorisation de la fonction enseignante : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3486) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de

crédits sur l'exercice 1946 : *Discussion générale* [24 septembre 1946] (p. 3993) ; — du projet de loi tendant à accorder à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4312) ; — du projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués au préfet par l'article 10 du Code d'instruction criminelle, en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4335).

**KRIEGEL - VALRIMONT (M. Maurice),**  
Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission du Règlement et des pétitions (p. 2555) ; de la Commission de la justice et de législation générale [4 juillet 1946] (p. 2586).

**Dépôt :**

Le 5 septembre 1946, une proposition de loi tendant à la nationalisation de la sidérurgie, n° 682.

**Interventions :**

Participe à la discussion de la proposition de résolution de MM. d'Astier de la Vigerie et Duclos tendant à accorder la grâce amnistiante à certaines catégories à l'occasion du 14 juillet ; en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* [11 juillet 1946] (A., p. 2659). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [18 juillet 1946] (p. 2714). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation de M. Aubry sur l'insuffisance de l'épuration dans la magistrature : *Ses observations sur les mises en liberté* [6 août 1946] (p. 3024). — Demande la discussion immédiate de la proposition de loi de M. Péron concernant la réforme de l'organisation de la Haute Cour de justice [8 août 1946] (p. 3070, 3083). — Est entendu : pour un rappel au Règlement [9 août 1946] (p. 3127) ; — lors de la discussion : du rapport de M. Barangé sur les opérations électorales du département de

la Réunion (1<sup>re</sup> circonscription) : *Discussion générale* [27 août 1946] (p. 3312 et suiv., p. 3324) ; — d'une proposition de loi de M. Le Troquer ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, en qualité de *Président de la Commission* ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber* [29 août 1947] (p. 3396) ; — d'une proposition de loi relative aux majorations de loyers et aux droits à la prorogation : *Discussion générale* [3 septembre 1946] (p. 3451, 3454) ; — de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MINISTRES : Art. 43 : *Soutient l'amendement de M. Péron* [5 septembre 1946] (p. 3559). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [28 septembre 1946] (p. 4250). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à accorder au Ministre du Ravitaillement les pouvoirs attribués aux préfets par l'article 10 du Code d'instruction criminelle : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission de la justice* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4337) ; — des conclusions du rapport sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Hamon* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4349) ; Art. 4 : *Ses observations* (p. 4352) ; Art. 5 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri* (p. 4355) ; Art. 28 : *Ses observations* (p. 4357). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi sur les dommages de guerre ; *Son article additionnel à l'article 12, concernant les personnes condamnées pour faits de collaboration* [4 octobre 1946] (p. 4605 et suiv.).

**KRIEGER (M. Alfred), Député du département de la Moselle.**

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2537). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (*ibid.*)

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de loi tendant à étendre l'application des dispositions de l'ar-